

Victoire de la gauche souverainiste au Kosovo

Arber Fetiu

Numéro 813, été 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96100ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fetiu, A. (2021). Victoire de la gauche souverainiste au Kosovo. *Relations*, (813), 10–11.

catholique. De plus en plus visible même si minoritaire, celle-ci bénéficie de l'attention d'acteurs influents de la conférence épiscopale se faisant le relais de ce genre de plaidoyer ultra-conservateur.

Plutôt que d'y aller de cette sortie publique déplorable en ces temps de pandémie, la hiérarchie catholique canadienne aurait mieux fait de dénoncer l'accès inégal aux vaccins. Elle aurait aussi pu signaler le fait qu'une fois de plus, les pays les plus riches se servent les premiers au détriment d'un partage équitable pouvant assurer la protection de toutes et tous. De plus, si elle tenait à condamner les pratiques répréhensibles de l'industrie pharmaceutique, ce ne sont pas les vrais enjeux moraux et éthiques qui manquent: nul besoin d'en inventer. Encore une fois, on peut s'interroger sur le choix des personnes que certains prélats et membres du personnel de la CECC choisissent d'écouter en ces temps de crise.

Heureusement, la note de la CECC, contrairement au communiqué concernant les partenaires de D&P, a suscité une réaction rapide et sans équivoque de la part de nombreux évêques, principalement ceux du Québec, qui se sont distancés du message. Il faut espérer que cette saine dissidence, qui s'est enfin exprimée publiquement, permette des remises en question fondamentales sur les dynamiques en cours à la CECC et à propos de celles et ceux dont l'Église veut se faire le prochain. 🍷

1. Voir E. Garant, «Développement et Paix: la saga se poursuit», *Relations*, n° 808, mai-juin 2020.

2. Philippe Vaillancourt, «Développement et Paix: voici pourquoi les partenaires ont été rejetés», *Présence-Info*, 8 mars 2021 [en ligne].

VICTOIRE DE LA GAUCHE SOUVERAINISTE AU KOSOVO

Une position beaucoup plus ferme du Kosovo face à la Serbie, qui refuse toujours d'en reconnaître pleinement l'indépendance, est attendue.

Arber Fetiu

L'auteur est chercheur indépendant

En février dernier, une tempête électorale a secoué le Kosovo, trois jours avant les célébrations de l'indépendance, chamboulant le paysage politique de ce jeune État. Le 14 du mois, le parti indépendantiste de gauche Vetëvendosje («Autodétermination»), écarté du pouvoir moins d'un an plus tôt, a remporté une victoire écrasante avec 50,2% des voix. Pour la première fois depuis l'indépendance proclamée en 2008, non seulement un parti politique obtient la majorité au Parlement, mais les femmes y sont largement représentées puisqu'elles obtiennent 44 des 120 sièges, dont 11 grâce au système de quotas paritaires.

Fin 2019, après presque une décennie dans l'opposition, Vetëvendosje (VV) arrivait à former et diriger un gouvernement de coalition avec le plus ancien parti politique du pays, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), réputée de centre-droit, après des mois de négociations. Cependant, avant même d'atteindre deux mois au pouvoir, la coalition s'effondrait en raison de désaccords sur la déclaration de l'«état d'urgence» lié à la pandémie. En mars 2020, la LDK déposait une motion de censure qui a entraîné la chute du premier gouvernement dirigé par Albin Kurti, le chef de VV. Le chef du groupe parlementaire dirigé par la LDK, Avdullah Hoti, était chargé du mandat de former un nouveau gouvernement.

Les raisons de l'effritement de la coalition menée par VV sont plus complexes qu'il n'y paraît. Vetëvendosje avait mené sa campagne de 2019 en promettant, entre autres, d'appliquer des «mesures de réciprocité» vis-à-vis de la Serbie afin de riposter aux barrières non tarifaires que celle-ci imposait aux marchandises du Kosovo. Cette promesse n'a pas plu à l'ambassadeur américain en Allemagne, Richard Grenell, désigné comme envoyé spécial de Donald Trump pour les négociations entre le Kosovo et la Serbie, qui souhaitait rapidement un accord de normalisation entre les deux pays, à l'approche des élections américaines.

Trump avait appelé en décembre 2018 à une rencontre «historique» à Washington entre le président du Kosovo, Hashim Thaçi, et celui de la Serbie, Alexandar Vučić, afin de parvenir à un accord. Pour le premier ministre Albin Kurti, cet accord devait inévitablement comporter un échange territorial (pour obtenir une partie du nord du Kosovo peuplée principalement de Serbes, la Serbie devait lui céder trois municipalités du sud, peuplées d'Albanais). Contrairement au président Thaçi, l'ambassadeur Grenell n'a pas trouvé en Kurti un partenaire facile, ce dernier étant peu enclin à céder aux pressions visant à lever les mesures de réciprocité ou à redessiner arbitrairement la carte du Kosovo. D'où les manœuvres de Grenell en faveur du dépôt de la motion de censure de la LDK et la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, en juin 2020, qui aura été elle aussi de courte durée.

Précisons qu'à la fin des années 1990, Albin Kurti, alors vice-président de l'Union des étudiants de l'Université de Prishtina, fut un acteur majeur des manifestations étudiantes contre l'occupation serbe. Il occupa ensuite des fonctions importantes au sein de l'Armée de libération du Kosovo et fut prisonnier d'opinion sous le régime colonial de Slobodan Milošević au Kosovo. Libéré après près de trois ans d'emprisonnement, il fonde Vetëvendosje en 2005, un mouvement qui a vivement contesté, avant l'indépendance de 2008, le régime néocolonial de l'administration des Nations unies



au Kosovo et, après l'indépendance, la mission « État de droit » de l'Union européenne au Kosovo, en insistant sur le principe d'autodétermination. Critique féroce de la classe politique kosovare d'après-guerre (1998-1999), Kurti se démarque en dénonçant avec persistance la privatisation, la corruption, la gestion dictée de l'extérieur des relations avec la Serbie et bien d'autres sujets.

corruption. L'élection de Kurti a troublé *l'establishment* et le président serbe Vučić, ancien ministre de l'information sous Milošević, qui le fustige presque quotidiennement depuis. Opposé à toute proposition qui conduirait à la « bosnification » ou à la « palestination » du Kosovo, Kurti exige que tout dialogue avec la Serbie soit conditionné, entre autres, par la reconnaissance des

Pour un jeune État qui n'est pas encore reconnu par tous les pays présents à l'ONU, la bataille se poursuit sur de nombreux fronts.

Les défis qui attendent le nouveau gouvernement sont donc titanesques. La campagne de Vetëvendosje promettait notamment des réformes radicales du système judiciaire et une lutte contre la

crimes commis au Kosovo, la divulgation par le gouvernement serbe des informations concernant le sort des 1640 personnes disparues pendant la guerre (selon les données les plus récentes), le paiement de réparations et la restitution des artefacts culturels volés. Mais surtout, il est hors de question pour lui d'accepter un quelconque accord qui touche à l'intégrité territoriale du Kosovo et toute négociation avec la Serbie doit aboutir à la reconnaissance de l'État kosovar. Comme il l'a déclaré lors de son investiture, « Nous avons déclaré notre indépendance de la Serbie à deux reprises, à savoir le 2 juillet 1990 et le 17 février 2008. Il serait judicieux que la Serbie déclare elle aussi son indépendance vis-à-vis du Kosovo¹ ». ©

1. « Serbia të shpallë pavarësinë nga Kosova. Dialog që zgjidh problemet ekzistuese dhe jo që krijon të reja », TV Klan, 22 mars 2021, traduction libre [en ligne].

Une protection juridique pour la rivière Magpie/ Mutehekau Shipu

S'écoulant sur 280 kilomètres du Labrador au fleuve Saint-Laurent, à travers la Côte-Nord, la rivière Magpie/Mutehekau Shipu est une merveille de la nature sans égale. Depuis le 23 février dernier, elle jouit d'une « personnalité juridique », une première au Canada. C'est pour la protéger de tout nouveau projet de développement extractiviste – notamment de la part d'Hydro-Québec – que le Conseil des Innus d'Ekuanitshit et la MRC de Minganie, appuyés par l'Observatoire international des droits de la Nature, ont pris cette initiative. Celle-ci s'inscrit dans un nouveau paradigme juridique qui consiste à reconnaître la Nature comme un sujet de droit, une

approche qui gagne en importance un peu partout sur la planète, de la Nouvelle-Zélande aux États-Unis et passant par l'Équateur et la Bolivie. Ce nouveau statut octroyé à la rivière permettra de nommer des gardiennes ou des gardiens juridiques responsables de veiller à sa valorisation, à son intendance et au respect de ses droits. Cela inclut notamment celui de couler et d'évoluer naturellement, de voir ses cycles naturels respectés, de préserver sa biodiversité et de ne pas être polluée, y compris face à de futurs barrages hydro-électriques qui pourraient complètement la défigurer. Cette alliance entre



Photo: Boreal River

Innus et Minganiens constitue une riposte cinglante au gouvernement québécois qui a refusé jusqu'ici d'accorder un statut d'aire protégée à la rivière, statut pourtant réclamé depuis plus d'une décennie par la société civile.

Sources : *La Presse* et Radio-Canada